

UNITÉ

le journal de l'Offensive Socialiste (MJS)

Numéro 19
Février 2009

« Un parti sans jeunesse
c'est un parti sans avenir »

Jean Jaurès

Édito

ON VA LES FAIRE CÉDER !

Il y a un mois la Guadeloupe commençait sa longue lutte pour l'amélioration de ses conditions de vie. Il y a trois semaines, à l'appel d'un front syndical uni, nous étions 2,5 millions à défilé dans les rues contre les projets libéraux du gouvernement. Il y a deux semaines, la Réunion entrainait dans la danse. Et que dire de tous ces salariés du privé qui se battent contre la fermeture de leurs usines, qui ne se résignent pas devant leur mise en chômage partiel ou technique ? Et devant ces lycéens et étudiants qui, une fois de plus, descendent dans les rues pour exprimer leur refus de l'autonomie des lycées et des universités et pour crier, à qui veut l'entendre, leur ras-le-bol de la précarité ?

Sarkozy a choisi : il ne dit rien ! Ou plutôt, il ne dit presque rien. Lors de son allocution télévisée du 18 février, il ne s'adresse ni aux DOM, ni aux salariés, ni aux jeunes. Il s'adresse à ses amis, toujours les mêmes, Parisot et consorts, en leur promettant la suppression de la taxe professionnelle !

Encore une raison, s'il en fallait une, de s'opposer frontalement à l'idéologie libérale nauséabonde du gouvernement, qui privilégie les banquiers et les chefs d'entreprises, laissant les plus faibles pour compte. Dans les manifs de soutien à l'Outre-Mer, on le chante : « Dans les DOM-TOM, y'a les békés, en métropole, y'a les banquiers ! C'est tous ensemble qu'on va les faire céder ! »

Contre Sarkozy, une seule solution, la lutte : tous ensemble ; la grève : générale ; la revendication : unique ! 200 euros pour tous, maintenant !

Aujourd'hui, plus que jamais, ouvriers, employés, jeunes et vieux, ont besoin de protections sociales. Le contre-plan de relance du Parti Socialiste est une première réponse de notre attachement à celles-ci. Mais nous devons aller plus loin. Nous, jeunes socialistes, choisissons notre camp, fièrement. Le camp des socialistes, c'est toujours le camp des plus faibles, le camp de ceux qui espèrent, le camp de ceux qui luttent. N'ayons pas peur de dire que notre priorité ce sont les hommes et femmes que la politique de Sarkozy délaisse. Dans les grandes mobilisations sociales, comme dans les combats ordinaires, nous devons leur affirmer notre entière solidarité.

Et de conclure avec ces quelques mots empruntés à Étienne Davodeau, dessinateur de bandes dessinées, qui, dans *Rural*, décrit l'opposition d'un village au passage d'une autoroute sur leurs terres. Au sujet d'un simple fil barbelé qui aujourd'hui sépare le bitume des champs de travailleurs paysans :

« L'inconvénient de ce genre de barrière, c'est qu'il faut forcément se situer d'un côté ou de l'autre. S'asseoir dessus, c'est se piquer le cul. Bonne route [lecture]. »

Par Marlène Collineau

SOMMAIRE

ÉDITO P. 1
par Marlène Collineau

EN GUADELOUPE COMME EN
MÉTROPOLE, C'EST 200 EUROS
QU'IL NOUS FAUT !..... P. 2
par Jean-François Claudon et
Johann Cesa

Dossier Université

ATTENTION DANGER :
AUTONOMIE..... P. 3
UN ENJEU STRATÉGIQUE POUR
LE GOUVERNEMENT..... P. 4
LA FACE CACHÉE
DE LA LRU..... P. 5
par Mathias Tessier
et Régis Hémon

UN MONDE EN FAILLITE.. P. 6
par Jean-François Claudon

Culture

PAUL AUSTER..... P. 7
par Julien Guérin

UN PEU D'HISTOIRE : CHARONNE,
LE 8 FÉVRIER 1967..... P. 7



FIN DU JUGE D'INSTRUCTION P. 8
par Xavier Bourdon

CN DU MJS..... P. 8
par Johann Cesa

SOLIDARITÉ FILOCHE..... P. 8

En Guadeloupe comme en métropole, c'est 200 euros qu'il nous faut !

Nous le pressentons tous, mais nous n'osions y croire. En Guadeloupe, les menaces à peine voilées de l'appareil d'État sont devenues réalités. Un syndicaliste est mort mercredi 18 février, alors qu'il rentrait chez lui, après un de ces meetings qui rythment la vie de l'île depuis plus d'un mois. La Sarkozie et ses médias braquent le projecteur sur les « *bandes de jeunes* », comme ils ont l'habitude de le faire depuis les émeutes de novembre 2005. Mais personne n'est dupe. Le frère de la victime assure qu'il est impossible de savoir d'où la balle mortelle a été tirée. En revanche, on sait immédiatement à qui profite le crime. Au patronat, qui attend une répression exemplaire, et à la droite qui peut blablater sur la nécessité de rétablir « *l'ordre républicain* ». Mais qui s'attaque réellement à l'ordre ? Qui est irresponsable ?



Retour sur un mois de lutte.

Le mouvement de grève a été lancé dès le 20 janvier, dans ce DOM subissant de plein fouet le phénomène de vie chère, imposé par les « *békés* ». Ces patrons, descendants de colons, se gorgent de subventions et profitent de facto d'une position de monopole qui leur permet de maintenir les prix à un niveau extrêmement élevé. En face, les travailleurs guadeloupéens souffrent d'autant plus que les salaires sont relativement bas sur l'île. C'est contre ce mal endémique que s'est créé le collectif « *Lyannaj Kont Pwofitasyon* » (rassemblement contre l'exploitation outrancière), qui regroupe aux côtés des confédérations syndicales, les puissants syndicats indépendantistes guadeloupéens, les partis de gauche et des mouvements culturels créoles. La plateforme du collectif unitaire tient en 4 pages et, parmi les 126 propositions faites, celle qui exige d'augmenter le SMIC et les minima sociaux de 200 euros, est sans conteste la plus emblématique. Dès à présent, on peut qualifier ce mouvement d'historique, car la mobilisation est exemplaire : piquets de grève, blocage de l'île réalisé sans violence, démonstrations populaires qui auraient

rassemblées près de 60 000 travailleurs le 30 janvier, contrôle démocratique des salariés, puisque les négociations avec les pouvoirs publics sont retransmises en direct à la télévision... La mobilisation des Guadeloupéens est un mouvement majoritaire, démocratique, responsable, bref, tout ce que la presse aux ordres exécute. Pas étonnant que le silence radio ait été de mise jusqu'à peu !

Voilà la revendication qui fait frémir le gouvernement : 200 euros pour tout le monde et tout de suite ! Pourquoi Yves Jégo, courageux secrétaire d'État à l'Outre-Mer, serait-il parti en courant, une fois prévenu de cet accord conclu entre le collectif et le patronat de l'île, si ce n'est parce qu'il en avait peur ? C'est en fait sur ordre express de l'Élysée que le larbin de Sarko a pris ses jambes à son coup. Cette pitoyable retraite a pour but de faire pourrir le mouvement qui secoue les Antilles. Car 200 euros à Pointe-à-Pitre aujourd'hui, ce n'est pas seulement cela. C'est 200 euros demain en Martinique ! Après demain, c'est 200 euros chez les ouvriers de Renault ! C'est cette contagion qui fout la frousse aux puissants. En soutien à la grève générale guadeloupéenne, un appel martiniquais a déjà appelé à une manifestation, qui s'est tenue à Fort-de-France le 2 février dernier. La grève réunionnaise est quant à elle prévue pour le 5 mars prochain. 200 euros pour tous les salariés, c'est le mot d'ordre unifiant, le sésame à même de mobiliser définitivement notre camp social. D'ailleurs, certaines unions départementales syndicales ont déjà repris le mot d'ordre en métropole. Nous défendons la seule relance possible : la relance par la hausse des salaires, car la consommation des salariés est la seule viable, dans un monde où celle des rentiers est insuffisante et où l'endettement des ménages est devenu une fable pour enfants. Il est de notre responsabilité à tous de défendre cette revendication d'ensemble qui donne confiance à notre classe et affaiblit le camp d'en face, comme les « *8 heures* » l'ont fait il y a un siècle.

Face à la répression qui se prépare, il faut sauver la grève générale guadeloupéenne, car elle nous montre la voie ! La seule solution est de prendre les devants, afin que la revendication des 200 euros fasse tâche d'huile. Pour sauver la grève, généralisons-la ! ❖❖

**Par Jean-François Claudon (75)
et Johann Cesa (AF de la Loire)**

Attention danger : autonomie

« Il y a autant d'autonomies que d'omelettes et de morales » Paul Lafargue

AUTONOMIE. Un bien joli mot, devenu au fil des ans, l'alpha et l'oméga de toute politique concernant l'université. Même si, bien évidemment, on se garde de préciser ce qu'on y met.

Autonomie signifie littéralement qui fixe ses propres règles. Cela signifie donc qu'aujourd'hui ce ne sont pas les universités qui fixent leurs règles mais un autre : l'État. Les universités perçoivent la majeure partie de leur budget de l'État, les droits d'inscription sont les mêmes partout sur le territoire, les diplômes¹ doivent être validés par le ministère, les universités ne peuvent pas sélectionner les étudiants², la composition des Conseils d'administration est très encadrée par le code de l'Éducation, etc.

L'autonomie, facteur d'inégalités

La réduction du rôle de l'État signifie, par nature, une distinction de plus en forte entre les universités. Chaque université a alors intérêt à attirer les meilleurs étudiants par tous les moyens. La compétition devient acharnée et malheur aux vaincus ! Bien entendu, cette mise en concurrence aggravera inévitablement les inégalités entre les universités et donc, par voie de conséquence, les inégalités entre les filières et entre les étudiants. Alors qu'aujourd'hui un seul fils d'ouvrier sur dix accède à l'Université, l'autonomie favorisera ceux qui sont déjà les plus économiquement, socialement et culturellement dotés. L'autonomie se traduira également en matière de recherche par un financement des projets pouvant être exploités rapidement par l'Université, améliorant ainsi son image. Exit la recherche à long terme ou sur des sujets portant à controverse. Quelle université financera un projet cherchant à démontrer la dangerosité du vote électronique, alors que par ailleurs elle organisera ses élections par ce mode de scrutin ?

L'université : no man's land politique ?

L'autonomie participe à l'idée que l'université n'est pas un lieu politique. Pourtant, une des missions attribuées à l'université est de diffuser la culture et l'information scientifique et technique. Elle est aussi

motrice dans la « réduction des inégalités sociales ou culturelles et la réalisation de l'égalité entre les hommes et les femmes en assurant à toutes celles et à tous ceux qui en ont la volonté et la capacité l'accès aux formes les plus élevées de la culture et de la recherche »³. Bref, l'université n'est pas un prestataire quelconque qui vend ses savoirs à qui peut les acheter. Parce qu'elle influe considérablement sur la société, qu'elle permet de défendre un accès égal au savoir, quel que soit son milieu, l'université doit rester au cœur des politiques publiques.

Il ne faut bien évidemment pas tomber dans les travers de l'actuel gouvernement qui cherche à instrumentaliser l'école pour servir sa propagande (en cherchant, par exemple, à légiférer sur le programme d'histoire). Reste qu'il faut défendre que l'université, pour qu'elle ne soit pas un instrument au service de quelques uns (pouvoir politique comme pouvoir économique) mais au service de toute la société, ne doit en aucun cas être « autonomisée ».

Financements propres

Enfin, l'autonomie des universités signifie nécessairement, à plus ou moins long terme, de devoir trouver de nouveaux financements. Il faudra donc soit recourir au financement privé (encouragé par la LRU) ce qui réduira inmanquablement la liberté de recherche, soit recourir au financement par les étudiants au risque d'aggraver la précarité étudiante et de considérer définitivement le droit aux études supérieures comme un privilège.

Nous ne demandons pas que l'université soit coupée du monde et de ses réalités, bien au contraire. Pour qu'elle soit grand ouverte, elle ne doit pas être au service de quelques uns. Seul le financement public, sur des bases égalitaires, permet aux universités de devenir un moteur de l'égalité sociale, de l'émancipation individuelle et collective. ::



¹ Sauf les Diplômes d'Université

² À l'exception du passage en M2 et de la mise en place de « capacités d'accueil »

³ Article 123-2 du Code de l'Éducation

L'université : un enjeu stratégique pour le gouvernement

DÉPUIS l'élection de Sarkozy, un torrent de réformes a frappé les universités : LRU, plan « Réussite en Licence », Opération Campus, démantèlement du CNRS et de l'INSERM, reconnaissance des « universités » catholiques, statut des enseignants-chercheurs, réforme de l'allocation des moyens, nouveau contrat doctoral, réforme des critères d'attribution des bourses, refonte de l'allocation d'études, incitation à l'endettement, annonce de la création d'un classement européen des universités... et tout cela en moins de deux ans !

À peine une réforme est-elle votée, qu'une autre est décidée, ne laissant ni le temps de la concertation, ni celui du bilan. On pourrait penser de prime abord que cette multiplication des réformes, préparée à la va-vite, démontre une désorganisation du ministère. D'autant plus qu'on peut vite s'apercevoir de contradictions dans les textes et d'un manque criant de connaissances sur la situation exacte des universités. Cela ne doit pas nous surprendre puisque, même si l'enseignement supérieur et la recherche sont une priorité du gouvernement, les ministres qui se succèdent au gré des remaniements ne sont pas, loin de là, des spécialistes. Valérie Pécresse n'avait pas jusqu'alors montré beaucoup d'intérêt pour l'université et semble encore aujourd'hui davantage mobilisée pour sa propre candidature aux régionales que par son ministère.

Pour autant, il ne faut pas se tromper. Si dans le détail, tout n'est pas très bien fait, chaque mesure constitue une brique idéologique destinée à révolutionner l'université selon des dogmes clairement établis.

La précarité comme seul moyen d'existence

La transformation de toutes les aides sociales destinées aux étudiants permet de remettre l'étudiant sous le joug combiné du travail et de la famille. La fameuse loi TEPA exonère d'impôt le salariat étudiant, exonération qui, pour être effective, nécessite que les étudiants ne fassent pas de déclaration fiscale indépendante. Les bourses prennent moins en compte la situation des étudiants et davantage la situation de la famille : par exemple, le nombre d'enfants à charge des parents est pris en compte, mais pas le nombre d'enfants à charge de l'étudiant.

Pour ceux qui ne peuvent (ou ne veulent) pas dépendre de leurs parents, le gouvernement incite au salariat étudiant même si, dans la

réalité, les revenus du salariat s'ajoutent souvent à une aide familiale.

Enfin, dernière possibilité, l'endettement. À la place des prêts d'État à taux zéro, Valérie Pécresse a mis en place à la rentrée des prêts bancaires (4 % d'intérêts) au moment même où les États-Unis sont en train, à cause de la crise des subprimes, d'abandonner ce type de système.

Par tous les moyens, l'étudiant doit se rappeler qu'étudier est un privilège qui coûte cher à l'État, et qui doit donc lui coûter cher !

L'université doit se mettre au pas

L'université est l'objet de toutes les attentions de la droite pour la remettre sous la coupe des intérêts privés : pouvoir politique, pouvoir économique... L'offensive a commencé par un matraquage médiatique pour faire croire à une concurrence généralisée entre les universités, via le classement de Shanghai, qui nécessiterait une adaptation des universités, donc la concurrence généralisée et acharnée entre les universités. Il faut accueillir les « meilleurs étudiants » et donc attirer les « meilleurs chercheurs » (en les payant plus, en leur confiant moins d'enseignement) et accroître la sélection des étudiants. Les IUFM, lieux tant décriés où sévirait le « pédagogisme » sont supprimés au profit de Masters enseignements.

Quelle réponse de la gauche ?

Pour la première fois dans l'histoire moderne, le nombre d'étudiants va diminuer en France. Toute la communauté universitaire, étudiants, enseignants, personnels est attaqué parce que trop indépendante des pouvoirs politiques et économiques. La grande offensive a commencé. Les socialistes vont-ils regarder le train passer sans réagir ? ::



La face cachée de la LRU

La LRU : une loi d'autonomie ?

Pour justifier la transformation radicale des universités que le gouvernement est en train de mettre en place, Nicolas Sarkozy a défendu la nécessité de mettre en place l'autonomie des universités. En effet, selon lui, il faut « *libérer nos universités du carcan administratif, centralisé et inefficace qui pèse sur elles et qui les empêche de se transformer en établissements d'excellence universitaire offrant à nos étudiants les formations dont ils ont besoin dans la société du savoir* »¹.

C'est parce que l'État ne saurait pas prendre les bonnes décisions, et pas assez rapidement, qu'il se décharge d'une partie de ses responsabilités au profit des conseils d'administration et des présidents d'université.

Toutefois, depuis le vote de la LRU, la Direction Générale de l'Enseignement Supérieur² et l'Agence d'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur³, n'ont pas cessé, bien au contraire, de donner leurs directives aux universités. Dans les faits, ce qui semblait être un désengagement politique de l'État semble n'être qu'une préparation au désengagement financier tout en maintenant les marges de manœuvre et l'arbitraire du ministère.

Le gouvernement manie la carotte et le bâton

Et si, au fond, il ne s'agissait pas à proprement parler d'une « décentralisation » des pouvoirs mais bien plutôt d'une nouveau principe, basé, comme l'indique d'ailleurs le nom de la LRU, sur la responsabilité des universités ? Sur ce sujet comme sur d'autres, le principe est qu'il faut en finir avec l'assistanat pour mettre en place une société où chacun est supposé maître de son destin et doit assumer totalement les conséquences de ses actes : ceux qui agissent pour le bien seront récompensés, ceux qui agissent mal seront punis. Le « bien » étant défini, bien sûr, par Péresse.

C'est pour cela que Valérie Péresse a lancé une réforme des moyens alloués aux universités : cela servira désormais de vérification *a posteriori* de la bonne application des directives ministérielles. C'est le même marteau qui frappe, seul le manche est plus court. En ce sens, on a véritablement à faire non pas à une

autonomie des universités mais à une dépendance déguisée. La part d'autonomie laissée aux universités consiste à deviner comment évoluer pour plaire au maître. C'est un principe d'ailleurs diablement efficace pour tuer dans l'œuf toute contestation des présidents d'universités. En effet, la concurrence entre les universités devient de plus en plus féroce pour obtenir les moyens nécessaires pour effectuer une recherche et une formation de qualité. Mieux vaut ne pas mordre la main qui vous nourrit...

Plan de bataille

Le gouvernement Chirac avait essayé en 1986 de mettre en place l'autonomie des universités (loi Devaquet) mais avait dû céder devant la mobilisation étudiante. Cette « défaite » est restée dans les têtes de la droite et les a obligé à inventer une stratégie fine. Après avoir attaqué l'université dans le discours - l'université est responsable du chômage du jeunes, elle n'est pas assez compétitive, les diplômes n'ont plus de valeurs, tout le monde échoue en licence - elle met en place bout par bout une nouvelle « gouvernance » pour les universités : le cadrage national des diplômes est réduit en 2002, les conseils d'administration sont modifiés, le financement par l'État se réduit et devient de plus en plus arbitraire... Au final, l'objectif est de remplacer un système composé de 85 universités de taille moyennes, qui permet une recherche de valeur sur tout le territoire et des diplômes reconnus, par un système à trois vitesses : 10 universités d'élite, qui seront financées par l'État et les grands groupes industriels (et par les étudiants ?), 20 universités régionales, qui délivreront un savoir minimal pour tous et se spécialiseront dans quelques disciplines (en fonction des entreprises qui voudront bien les financer), 30 universités « de proximité », sortes de « collèges universitaires », établissement de masses qui vivront la pénurie budgétaire et ne bénéficieront plus de liens avec la recherche. ::



**Dossier réalisé par Mathias Tessier (44)
et Régis Hémon (44)**

¹ Convention UMP « société de la connaissance » du 4 octobre 2006

² La DGES est chargée entre autres de la répartition des moyens entre les universités et de la validation des diplômes

³ L'AERES est chargée de l'évaluation des chercheurs, des universités et des diplômes

Un monde en faillite ?

MOMENT impressionniste. En novembre 2007, en plein mouvement contre la LRU et les réformes du secondaire, Luc Ferry stigmatise sur LCI le « *rejet du réel* » dont fait preuve la jeunesse, « *comme si le monde de l'entreprise, c'était le diable* ». Un an plus tard, le même Ferry vilipende cette fois les entreprises qui sont devenues entre temps « *des lieux d'exploitation de l'homme par l'homme* ». Et l'ancien ministre de l'Éducation Nationale de conclure de la sorte : les « *capitalistes [...] doivent comprendre ça, sinon, ils vont se faire bouffer* ». Les adorateurs du libéralisme quittant le navire en train de couler, c'est sans nul doute un sport qui va devenir très à la mode par le temps qui courent... Car les lézardes qui fissurent le monde libéral deviennent des fossés, dans tous les pays que l'on érigeait encore il y a peu au rang de paradis pour actionnaires.

L'Islande était une de ces merveilles pour libéraux : une économie totalement dérégulée, des fonds de pensions infiniment plus puissants que la banque centrale, des investissements directs à l'étranger en vogue, en voilà... Un rapport du Sénat de 2007 prouve l'admiration à peine voilée que suscitait dans la droite française ce modèle ultra-libéral : « *c'est à partir de 1991 que l'Islande opère une véritable transition économique, passant d'un système d'État-providence à une économie libérale. [...] De 1994 à 2002, l'économie islandaise est marquée par la libéralisation, la privatisation des services - en particulier des banques - et l'ouverture de l'économie et des marchés financiers* ». Nos clairvoyants sénateurs osaient parler d'une « *situation économique solide* » qui « *apparaît comme l'une des plus florissantes du paysage économique mondial actuel* ». Un an plus tard, l'Islande est au bord du gouffre : la couronne a perdu 50 % de sa valeur, les prix ont augmenté de 15 % et la dette nationale est abyssale (près de 8 fois le PNB de l'île). En deux mots, la bulle financière islandaise a explosé et le pays, au bord de la banqueroute, en paie les frais. La

réaction ne traîne pas. Fin septembre, la banque Glitnir voit 75 % de ses actions rachetées par l'État islandais. La semaine suivante, ce dernier prend le contrôle de Landsbanki, la deuxième banque du pays, puis de la principale institution financière, la Kaupthing Bank. Selon le Premier ministre, « *nous étions confrontés à un risque réel de voir l'économie nationale emportée dans la tourmente bancaire internationale et de finir par une faillite nationale, la législation était nécessaire pour éviter une telle issue* ». Pour autant, les observateurs s'accordent à dire que le PIB de l'Islande va connaître une chute de plus de 10 %. Depuis octobre 2008, les vagues de licenciements se succèdent et les manifestations se multiplient pour demander des comptes, ainsi que des élections anticipées. Certains rassemblements ont même pu dégénérer et susciter les premiers heurts avec la police depuis 60 ans. Comme quoi, la Roche tarpéienne du chaos social est proche du Capitole des libéraux...

Et que dire de l'Espagne qui connaît une « *croissance négative* » au 4^e trimestre 2008 ? La croissance espagnole, qui s'appuyait sur le boom de la construction et sur l'augmentation des prix immobiliers, s'est effondrée sous les coups combinés de l'endettement des ménages et de la crise des subprimes. Alan Greenspan, l'ancien chef de la Federal Reserve a d'ailleurs affirmé dans *El País*, que « *la bulle de l'immobilier en Espagne a été plus importante que dans la plupart des autres pays européens et de plus grande ampleur qu'aux États-Unis et qu'en ce sens, l'économie espagnole est plus vulnérable à la crise que l'Amérique* ». Que dire du Royaume-Uni qui s'interroge sur la pérennité de sa monnaie ? Que dire de la Hongrie qui vit sous perfusion financière de l'Union Européenne depuis plusieurs mois ? Que dire de l'Allemagne et de ses 4 % de récession ?

Il n'y a qu'une chose à dire. Si plupart des états libéraux ne s'effondrent pas totalement, ce n'est qu'en raison des « *semences de socialisme* » qui survivent en leur sein, héritage des acquis démocratiques et sociaux obtenus à la Libération. Si la France se porte moins mal que les autres, c'est grâce au système de retraite par répartition, aux allocs, à la sécurité sociale, à l'existence d'une fonction publique importante... Il est plus que temps de tirer les leçons politiques de cette évidence. ❖❖

Par Jean-François Claudon (75)



Paul Auster :

Une des voix de l'Amérique qu'on aime



PAUL Auster (né en 1947 dans le New Jersey) est un des romanciers américains les plus talentueux de sa génération. Son dernier ouvrage intitulé *Seul dans le Noir* (édité chez Actes Sud) est bien dans la veine de ce que fut son œuvre littéraire débutée au milieu des années 1980. Se situant dans le mouvement dit postmoderne, ses livres ont pour sujet des thèmes

souvent récurrents : le hasard, l'imprévu et des digressions nombreuses qui dessinent en creux le portrait d'une autre Amérique. Auster est aussi un intellectuel proche de la gauche américaine dont il a soutenu les grands combats depuis 25 ans. Il a notamment pris position contre l'aventure impérialiste des États-Unis en Irak et a pourfendu inlassablement l'action de Bush, père et fils.

Dans *Seul dans le noir*, Paul Auster met en scène un narrateur insomniaque, ancien

critique littéraire qui vit avec sa fille divorcée et sa petite fille veuve ayant perdu son mari en Irak. Pour occuper ses longues nuits, le héros s'invente des histoires en imaginant une Amérique en proie à la guerre civile entre des fédéraux progressistes et des antifédéraux réactionnaires... Une Amérique qui n'a pas connu le 11 septembre 2001, ni la guerre en Irak, et qui semble ici obséder l'auteur. Entre dérive policière et sécuritaire, la fiction semble parfois rejoindre la réalité... Le style direct et vif ne laisse aucun répit au lecteur et l'entraîne au rythme des portraits de héros imaginaires et réels qui en viennent à se confondre.

On ne peut qu'inviter à lire ce beau livre et à découvrir l'œuvre d'Auster (notamment sa trilogie new-yorkaise) qui se situe aux côtés de cette autre Amérique que l'on aime ! Face aux États-Unis de Bush, Reagan et Stallone il existe aussi le pays de Luther King, Bob Dylan et Paul Auster... Cette Amérique qui vient d'élire Obama et que nous regardons avec sympathie en tant qu'internationalistes fervents. ::

Par Julien Guérin (membre de la CNA)

Un peu d'histoire :

Charonne, le 8 février 1962

DÉBUT 1962, « les événements » d'Algérie et les « opérations de maintien de l'ordre » s'éternisent. De Gaulle, pourtant arrivé au pouvoir en mai 1958 sur le thème de l'Algérie française, est maintenant convaincu de la nécessité d'un processus débouchant sur son indépendance. L'extrême-droite et les militaires ne lui pardonnent pas ce revirement et soutiennent la création d'un groupe terroriste, l'Organisation de l'Armée Secrète (OAS). Ce groupe fanatique de « l'Algérie française » s'en prend aux militants du FLN, que ce soit en France ou en Algérie, ainsi qu'à tous ceux qui les aident (communistes, PSU, chrétiens de gauche, intellectuels...). Le 7 février 1962, jour de l'explosion de 10 charges de plastic à Paris, la gauche syndicale et politique appelle à une manifestation antifasciste pour le lendemain. Seule la SFIO, colonialiste et encore alliée à De Gaulle, manque à l'appel... Un cortège



important défile le 8 février dans l'Est parisien, mais le préfet de Paris, un certain Maurice Papon, a déjà donné l'ordre de réprimer la manifestation... Le bilan est lourd : les bousculades autour de la bouche de métro Charonne font huit victimes parmi les manifestants cherchant à fuir la police. L'émotion est grande et une grève générale de fait paralyse la région parisienne le 13 février. Mais le pouvoir gaulliste a obtenu ce qu'il voulait. Il a prouvé qu'il était un rempart suffisant à la subversion sociale et que la surenchère de l'OAS était inutile. Alain Dewerpe a raison : il s'agit bien d'un « massacre d'État ». ::

Pour en savoir plus :

Alain DEWERPE,

Charonne, 8 février 1962,

Anthropologie d'un massacre d'État,

Gallimard, 2006.

Comité de rédaction :	Numéro 19 février 2009
Johann Cesa	(42) courriel : unite_journal@yahoo.fr
Thomas Chavigne	(31) Diffusion électronique et papier : 1 500 ex.
Marlène Collineau	(44) Photographies et dessins :
Tunjaï Cilgi	(64) p. 1 : Charonne (droits inconnus)
Jean-François Claudon	(75) p. 2 : Guadeloupe (droits inconnus)
Cédric Gouin	(03) p. 3 : Mouvement étudiant, Nantes
Julien Guérin	(43) pp. 4 et 5 : Université (droits inconnus)
Yoann Rouvière	(43) p. 6 : Islande (droits inconnus)
Ernest Simon	(44) p. 7 : P. Auster d'après par David Shankbone (CC-BY-SA)
David Torres	(32) p. 7 : Charonne, © Gérard Bloncourt
Maquette :	p. 8 : Dessin de Faujour
Nicolas Nocet	(44)
David Torres	(32) Maquette réalisée à l'aide de logiciels et typographies libres.

Lisez **Unité**, le journal de **l'Offensive Socialiste**

et retrouvez les articles de ce
numéro et des précédents sur

<http://offensivesocialiste.wordpress.com>

Suppression du juge d'instruction ? Non. Indépendance, de la Justice.

L'actuel débat sur la suppression ou non du juge d'instruction cache en réalité un problème plus vaste, celui de l'indépendance de la Justice Française.

En effet, l'ambition d'avoir une tripartition des pouvoirs en France n'est qu'un vœu pieux, notre Justice étant aujourd'hui subordonnée en grande partie à l'exécutif. Cette subordination s'est indéniablement accentuée depuis la Présidence de Nicolas Sarkozy et de sa garde des sceaux (à champagne ?), Rachida Dati.

Réforme de la carte judiciaire unilatérale, multiples convocations et avertissements des magistrats et procureurs ne respectant pas à la lettre les directives du ministère (notamment sur les peines planchers), mainmise de l'exécutif sur le Conseil national de la Magistrature sont autant de facteurs qui aboutissent à empêcher une véritable indépendance judiciaire dans notre pays.

Le débat sur la suppression du juge d'instruction continue dans cette logique de subordination de

la Justice. Il ne s'agit pas ici de défendre le juge d'instruction pour son poste mais plutôt pour le symbole qu'il représente. C'est en effet aujourd'hui le dernier magistrat totalement indépendant en France. Le supprimer purement et simplement sans aucune contrepartie signerait la fin d'une justice indépendante et impartiale en France.

Cette contrepartie existe. C'est l'indépendance du parquet comme cela se fait dans la majorité des pays européens.

Le débat doit donc se poser dans ces conditions : doit-on préserver le juge d'instruction OU doit-on le supprimer et donner au parquet une véritable indépendance ? Dans ces deux cas le processus de subordination de la Justice à l'exécutif sera freiné. Il conviendra alors de lancer une véritable réforme du fonctionnement de notre système judiciaire en concertation avec les magistrats. ❖

Par Xavier Bourdon (44)

Retour sur le Conseil national du MJS

Lors du dernier CN, notre sensibilité était présente afin de porter sa voix au sein de notre organisation. Julien Guérin, membre de la CNA, a été pratiquement le seul à rappeler, en ouverture, l'importance de la journée de **mobilisation du 29 janvier**, que celle-ci démontrerait au Président de la République le malaise social qui touche notre pays. Démonstration vérifiée avec plus de 2 millions de personnes dans les rues.

Dans l'après-midi, Tunjai Cilgi, AF des Pyrénées-Atlantiques, a brillamment défendu la résolution sur le **contrôle des licenciements**, puisque celle-ci a été adoptée à l'unanimité moins une abstention. Ensuite, notre sensibilité a voté pour toutes les résolutions qui vont dans le sens de nos revendications.

En fin d'après-midi, j'ai défendu notre seconde résolution qui portait sur **l'unité de tous les partis de gauche**. Notre texte a suscité beaucoup d'interrogations. Nous, à l'Offensive Socialiste, nous pensons que le MJS peut et doit faire le lien entre toutes les organisations de jeunesse politiques de gauche. Bien sûr, nous ne sommes pas dupes du jeu que joue le NPA, encore trop englué dans le sectarisme congénital de la Ligue, mais une posture unitaire serait l'occasion de placer l'extrême gauche devant ses responsabilités. Lors de la séquence « Vie dans les fédérations », beaucoup d'animateurs fédéraux ont d'ailleurs rappelé qu'ils ont prôné l'unité jusqu'au NPA lors du dernier mouvement lycéen. Cependant, la direction du MJS, fournissant un travail théorique et pratique sur la jeune gauche, a estimé prématuré le dépôt de notre motion. Nous avons accepté de retirer notre résolution, avec l'assurance que nous pourrions déposer une version améliorée et concertée pour le prochain CN.

Par Johann Cesa

Solidarité avec Gérard Filoche



Inspecteur du travail mis en examen dans l'exercice de ses missions.

Plus de 32 600 signatures en un mois

<http://www.solidarite-filoche.fr>